



LUNDI 22 OCTOBRE 2013

Syndicat des Producteurs de Miel de France. SPMF

Chambre d'Agriculture du Gers

Chemin de la Caillaouère – B.P. 161 - 32003 AUCH CEDEX

Tél. : 05.62.61.77.95 – Fax 05.62.61.77.28

spmfm@gers-agriculture.org. Web : [//www.apiculture.com/spmf](http://www.apiculture.com/spmf)

Président : Joël Schiro, 2 Impasse du Bois 65350 BOULIN. Tel : 05 62 33 23 53

Portable : 06 09 71 99 18. Fax : 05 62 33 23 83. Mail : jschiro@miel-de-france.com

JUSQU'ICI TOUT VA BIEN

En même temps qu'on met les ruches en hivernage, l'automne est tous les ans l'occasion de faire le bilan de la saison apicole.

L'essentiel a été dit depuis plusieurs semaines : 2013 restera dans les annales comme une des pires années de production de miel en France.

Une fois qu'on a formulé cette vérité incontestable, en l'absence d'interprofession et d'institut technique installé dans la sérénité et opérationnel depuis plusieurs dizaines d'années, bref en l'absence de statistiques fiables qui ne peuvent se concevoir sans une véritable organisation de la filière toujours repoussée à plus tard par manque de volonté politique à régler les questions de fond et créer les conditions de la transparence, chacun peut donner libre court à son imagination. Comme personne n'est en mesure d'aligner les vrais chiffres, n'importe qui peut annoncer n'importe quoi. Même les élucubrations les plus fantaisistes ne peuvent être officiellement contredites.

Cependant, pour tous ceux qui, sans faire de bruit ni passer à la télé, veulent aller au plus près de la réalité, il ne manque pas de possibilités d'avoir une idée précise des réalités économiques de la filière.

- ❖ Il y a eu les différents audits successifs. Celui de PROTEIS 2012 annonçait 42 000 possesseurs d'un peu plus d'un million de ruches qui produisaient 18 000 tonnes de miel. Il manquait juste une estimation sur le tonnage des sirops de nourrissage consommés ainsi qu'une approche du nombre de reines, essaims et paquets d'abeilles importés annuellement pour soutenir le cheptel français et le tableau aurait été complet.
- ❖ Il y a aussi les statistiques douanières. Pour la France, on est passé d'un solde d'importation net de 3 à 4 000 tonnes il y a 20 ans à 21 000 tonnes en 2012 (25 000 tonnes d'import moins les 4 000 tonnes d'export). L'Union Européenne importe près de 150 000 tonnes de miel par an dont 40 % viennent de Chine. Pour ce pays, de 286 tonnes en 2004 (embargo pour cause de résidus et contaminants divers), on est passé à 56 900 tonnes en 2011.

- ❖ Il y a ensuite les nombreux recoupements que font entre eux de manière informelle tous les opérateurs économiques : coopératives, gestionnaires de signes de qualité, conditionneurs, négociants, importateurs, détaillants, distributeurs, laboratoires, fabricants et distributeurs de matériel apicole, emballages, pots et sirops de nourrissements... etc. Pour un syndicat professionnel comme le SPMF, intéressé au premier chef par les questions économiques, c'est la base de son activité de collecte d'informations... qu'il restitue insuffisamment par manque de moyens de communications ; mais ces informations sont débattues à chaque conseil d'administration ou assemblée générale. En l'absence de structuration de la filière, aucun chiffre « officiel » n'est publié. En outre, on dispose rarement de chiffres précis en valeur absolue. Toutefois, ces discussions et échanges d'informations, même si ce sont davantage des tendances et des estimations plutôt que des données économiques précises, ont largement démontré leur fiabilité sur la durée.

- ❖ Il y a aussi toutes les enquêtes qualité ou de consommation, privées ou publiques.

- ❖ Les laboratoires d'analyses de miels fournissent de précieuses informations. Par exemple, la plus ou moins forte fréquence de résidus d'antibiotiques dans les miels de tel ou tel pays est un excellent indicateur de l'état sanitaire du cheptel local. Est-il interdit de dire que la fréquence de la présence de résidus d'antibiotiques dans les miels français ne diminue toujours pas ? C'est pourtant là aussi un signe indiscutable des difficultés « sanitaires » sur le terrain.

- ❖ Depuis peu ces laboratoires recherchent « l'adultération » par excès de nourrissement sur les miels européens et français. Ceux qui disposent des informations fragmentaires disponibles après des distributeurs de sirop qui acceptent d'en parler n'ont pas été surpris d'apprendre qu'il y a de plus en plus de lots de miels « pollués » par des remontées de sirops de nourrissements. Ce n'est d'ailleurs pas une surprise non plus pour les apiculteurs. Lorsqu'on constate la nécessité de plus en plus forte, dans certaines exploitations, de nourrir les ruches avec les hausses, il n'y a rien là d'étonnant. A ce sujet, il n'est pas sain d'utiliser le même terme pour deux significations et deux réalités totalement différentes. La « véritable adultération » consiste à mélanger en usine du miel véritable avec des sirops industriels qui valent quatre fois moins cher. C'est de la contrefaçon organisée pour gagner de l'argent frauduleusement. La « fausse adultération » consiste en une maladresse technique pour sauver des ruches inextrémis. D'ailleurs, lorsqu'on connaît la biologie de l'abeille, fabriquer du miel avec du sirop de nourrissement serait un non sens économique. Compte tenu de la consommation de la colonie pour son propre développement, il faudrait plusieurs litres de sirop pour obtenir un kilogramme de faux miel, ce qui reviendrait plus cher que « l'investissement ». Il n'empêche, ces résultats positifs de présence de sucres de nourrissements dans certains lots de miels européens témoignent, comme pour les résidus d'antibiotiques, d'un état « sanitaire » déplorable qui oblige à des pratiques risquées et malsaines. Alors qu'il n'y a pas si longtemps le sirop n'était utilisé que pour développer les colonies et compléter les provisions d'hivernage, il est de plus en plus indispensable de nourrir les ruches en pleine saison pour les maintenir en vie.

- ❖ Les chiffres d'importations de reines, essaims et paquets d'abeilles sont assurément les plus difficiles à collecter. Ils sont par contre très faciles à interpréter : collectivement, les apiculteurs français ne pourraient pas maintenir un cheptel plus ou moins en état de produire s'ils ne disposaient pas d'une source d'approvisionnement extérieure.

Il y a enfin, au dessus, en synthèse et en conclusion de tout cela, le véritable juge arbitre : c'est le marché.

Le marché international est difficilement interprétable sans correctif. Lorsqu'on sait qu'une proportion considérable de miel mis en marché à travers le monde n'est pas du vrai miel, cela fausse bien entendu considérablement les mécanismes traditionnels de l'offre et de la demande. Personne ne sait vraiment quel niveau de prix on atteindrait si, comme pour toutes les autres productions agricoles, il n'y avait que du vrai miel sur le marché mondial. Une chose est sûre, les prix monteraient de manière beaucoup plus spectaculaire qu'aujourd'hui... où ils sont déjà en croissance constante et soutenue.

Par contre, sans être parfait, le marché du miel français en France est nettement moins biaisé. Il y a bien entendu toujours une certaine proportion d'acacia importé vendu sous étiquette France et personne ne prétendra que 100 % du miel proposé au consommateur est toujours conforme à la dénomination annoncée. Il n'empêche que le marché réagit, parfois brutalement, en fonction des règles classiques, preuve que les fraudes à l'appellation « France », toujours insupportables aux producteurs que nous sommes, sont relativement marginales en volume.

D'ailleurs, le prix de quasiment toutes les variétés de miel français qui avait déjà été multiplié par quatre depuis 15 ans, vient encore d'augmenter de 25% de plus cette année.

A l'aide de divers recoupements on peut estimer que la récolte 2013 est environ de 30 à 40 % inférieure à la moyenne des trois dernières années. La froideur des pourcentages est plus parlante si on la traduit en chiffres. Tout le monde s'accorde pour dire que, de 35 à 40 000 tonnes dans les années 1990, la production française s'est effondrée ces dernières années entre 15 et 20 000 tonnes.

On peut ainsi sans craindre l'erreur, évaluer la récolte 2013 dans une fourchette entre 9/10 000 et 12/14 000 tonnes.

Les conséquences ne se sont pas fait attendre. Depuis déjà quelques mois, plusieurs enseignes de supermarché ont cessé de distribuer le miel français autre que celui de l'apiculteur local. Situation totalement sans précédent, avant le printemps prochain, dans de très nombreux magasins, il n'y aura plus de miels français.

Comme d'habitude, les explications simplistes ne manquent pas.

La mode change tout le temps, c'est bien connu. Dans le petit monde apicole, la mode 2013 consiste à tout mettre sur le dos de la météo. Personne n'est bien entendu assez stupide pour nier que les conditions météo d'avril à fin juin ont eu un impact évident sur la production de miel et sur l'état des colonies pour l'été. Cependant, de là à considérer que cette météo catastrophique mais tout de même très loin d'être sans équivalent, si l'on veut bien regarder de près les archives météo et apicoles des 60 dernières années, soit seule responsable de 30 à 40% de perte globale en volume sur l'ensemble des récoltes, 20 à 30% de bourdonneuses en saison, 20 à 30% de ruches improductives sur chaque miellée successive, il y a un pas ...

C'est d'ailleurs un pas tellement énorme qu'il ressemble beaucoup à la méthode Coué.

On est désormais en droit de se demander, compte tenu des difficultés de la filière qui s'enfonce tous les ans un peu plus dans l'abîme, si l'apiculture n'a pas entamé un processus de suicide collectif.

Interrogé individuellement, chacun d'entre nous répondra : « le suicide ? Très peu pour moi. Je ne compte pas y participer »

C'est oublier que, de la même façon que l'intérêt général n'est pas la somme des intérêts particuliers, la psychologie collective n'est pas non plus la somme des comportements individuels.

Ne nous voilons pas la face. En apiculture, il y a depuis quelques années une « ambiance » générale qui est totalement déconnectée de l'état d'esprit de chaque apiculteur pris isolément. C'est cette ambiance délétère qui est responsable de l'impossibilité, collectivement, à travailler sereinement et efficacement sur les difficultés incontestables que nous traversons de manière récurrente depuis déjà une quinzaine d'années. Ces difficultés s'aggravent considérablement en 2013 mais on les perçoit clairement dans le dernier audit et les trop rares statistiques économiques de ces dernières années.

Il n'est pas besoin d'être prix Nobel de mathématique pour se rendre compte que, si l'on trace une courbe des prix du miel, en projection et à partir de leur évolution depuis 1995, dans moins de vingt ans, on arrivera au prix du caviar.

C'est une très mauvaise nouvelle.

Ce jour là, on n'en produira pas plus que du caviar.

Souhaitons que d'ici là, collectivement, la filière reprenne ses esprits, qu'elle cesse de polémiquer et de philosopher dans le vide, qu'elle se concentre sur les difficultés techniques, qu'elle cesse de faire de la communication pour revenir dans la vraie réalité du terrain afin de comprendre toutes les anomalies dont nous sommes en permanence les témoins. Ce n'est qu'à partir de là que l'on retrouvera enfin une situation saine, qui seule permettra de comprendre ce qui se passe et de trouver les solutions pour revenir à des conditions de travail plus reposantes et économiquement stables.

Il y a toujours eu de bonnes et de mauvaises années. Il y a aussi toujours eu une multitude de paramètres pour influencer sur notre métier et la santé des abeilles.

Cependant, il faut bien se rendre à l'évidence : la situation que nous vivons et qui ne cesse de se dégrader depuis quelques années nous est devenue habituelle, surtout aux jeunes installés qui n'ont jamais connu que cela. Elle n'en reste pas moins totalement anormale.

Si l'on veut éviter le désastre voire la disparition totale du métier d'apiculteur à moyenne échéance, il devient extrêmement urgent que l'on retrouve enfin la sérénité, l'esprit constructif et ouvert, indispensables à bâtir un environnement sanitaire et économique intelligible et surtout durable.

Le Président, Joël SCHIRO. 22 octobre 2013.